



N° 2026_BU_010

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-six, le Jeudi 8 Janvier, à dix-huit heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Antoine-Audoine MAGGIAR, Michel MULOT, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Pierre TISSIER-MARLOT, Jean-Christophe SAVE, Marie-Claire RANVIER, Dominique STRIESKA, Jean-Paul LAMBOURG, Michel MARIE

Absents excusés : Serge DUCREUZOT, David BONGARD

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Marie-Claire RANVIER

Envoyé en préfecture le 27/01/2026

Reçu en préfecture le 27/01/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260108-2026_BU_010_BIS-DE



Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 11
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 11

Assainissement

Assainissement -Travaux de réhabilitation de l'accès d'un poste de relevage à St Honoré-les-Bains

N° 2026_BU_010

M. Pierre TISSIER-MARLOT, Vice-Président en charge de l'assainissement, explique que le mardi 26 août 2025, dans la soirée, un très violent orage s'est abattu sur la commune de St Honoré les Bains, occasionnant d'importants dégâts sur la commune.

Au cours de cet événement, la Communauté de Communes a fait l'objet d'un sinistre concernant le poste de relevage du réseau d'assainissement : un arbre est tombé depuis chez un riverain vers la voirie sur ce poste de relevage, endommageant la charnière et le couvercle de ce dernier, ainsi que le béton autour du poste de relevage.

Une expertise a eu lieu le mercredi 17 décembre 2025, plusieurs devis ont été présentés :

- Serrurerie Marechal : pose de nouvelles trappes d'accès pour un montant de 1 908,79 € HT.
- Guinot TP : mise en place d'un mur de soutènement en bloc à bancher pour un montant de 5 850 € HT.

Les conclusions de l'assurance n'ont pas été envoyées à la CCBLM. Cependant ces réparations, même sans prise en charge sont nécessaires au bon fonctionnement de ce réseau et à l'entretien de ce poste de relevage qui n'a pas été visité depuis le 26 août.

.../...

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, autorise le Président à signer les deux devis présentés ci-dessus.




La Secrétaire de Séance,
Marie-Claire RANVIER.

Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 8 Janvier 2026



Le Président,
Serge CAILLOT.



Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le 
ID : 058-200067882-20260108-2026_BU_010_BIS-DE



SARL Marechal

ZA de la gare

89200 Vassy Etaules

Tél : 0386310435

Email : serrurerie-marechal@orange.fr

Envoyé en préfecture le 27/01/2026

Reçu en préfecture le 27/01/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260108-2026_BU_010_BIS-DE

S²LO

Communauté de Communes du Bazois
Loire Morvan
Site de Moulins Engilbert
11 place Lafayette
58290 Moulins-Engilbert

Numéro	Date	Code client	Date de validité	Mode de règlement	N° de Tva intracom
DV14390	18/09/2025	COMMUNAUTE	18/10/2025		

Code	Description	Qté	P.U. HT	Montant HT	TVA
	Suite sinistre : réalisation et pose d'une fermeture de regard circulaire diamètre 1500 avec 2 trappes ouvrantes.				
F	1 barre de cornière de 60 x 60 x 6	1,00	47,04	47,04	20,00
F	2 barres de U de 50 x 25 x 5	2,00	33,58	67,16	20,00
F	0.5 tôle Alu à damiers 5/6.5	0,50	463,18	231,59	20,00
MO	Main d'oeuvre : réalisation	16,00	40,00	640,00	20,00
GA	Galvanisation à chaud	1,00	85,00	85,00	20,00
MO1	Main d'oeuvre : pose	16,00	43,00	688,00	20,00
F	Produit de scellement	1,00	150,00	150,00	20,00

Bon pour accord, le 08/01/2026
Le Président de la
Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan
Serge CAILLOT

CCBLM
11 Pl. Lafayette
58290
Moulins-Engilbert

Devis gratuit. Les prix TTC sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation de ces taux sera répercutée sur les prix.

Taux	Base HT	Montant TVA
20,00	1 908,79	381,76

Total HT	1 908,79
Total TVA	381,76
Total TTC	2 290,55
Net à payer	2 290,55 €

Siret : 48751754200014 - APE : 4332B - N° TVA intracom : FR24487517542



OFFRE **ALM. 2026 / 0405C**

Suivi par Antoine LE MOAL

CC BAZOIS LOIRE MORVAN

Service assainissement

11 Place Lafayette

Moulins Engilbert 58290

**Création mur de soutènement 7mx1,20m
 derrière poste de refoulement Avenue du Dr
 SEGARD**

m.leroy@bazoisloiremorvan

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

N° DE PRIX	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITE	PRIX UNITAIRE Euros.H.T	MONTANT Euros.HT
1	<u>Création mur de soutènement en bloc à bancher</u> Terrassement pour semelle Ferrailage semelle + mur Coulage de la semelle Montage des blocs à bancher Coulage du mur Fourniture et pose d'un drain agricole d100 en pied de mur rejet coté cour d'eau Remblai en matériaux drainants alluvionnaire 11/22 + TV 0/31,5 Remise en état du site Replis du matériel <p style="text-align: right;">Forfait global</p>	ft	1,00	6 110,00	6 110,00
	NB: il faut compter deux semaines d'attente entre le coulage de la semelle et le montage et coulage du mur, il faudra également deux semaines avant de remblayer. L'opération se fera donc en trois phase.				
			TOTAL GENERAL Euros HT =		5 850,00
				TVA 20.00 % =	1 170,00
				TOTAL Euros T.T.C. =	7 020,00

Nos clients reconnaissent avoir accepté nos conditions de vente au verso

SAS PASCAL GUINOT TP - NIÈVRE


Page 1 / 2

www.guinot-tp.com

Rue Henri Darcy - 58300 DECIZE - Tél. 03 86 50 21 56 - Fax 03 86 30 46 81 - decize@guinot-tp.com

Siège social : Pascal GUINOT TRAVAUX PUBLICS - Rue Henri Paul Schneider - 71210 Montchanin - Tél. 03 85 73 95 80

SAS capital de 3 000 000 € - RCS Chalon-sur-Saône B490 921 996 - SIREN 490 921 996

N° DE PRIX	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITE	PRIX UNITAIRE Euros.H.T	MONTANT Euros.HT
	<p><u>HYPOTHESES:</u> _ Votre couche de forme réalisée par vos soins doit avoir une portance en tous points de 50 MPA minimum _ Cette forme sera réglée pour recevoir une épaisseur moyenne de 10 cm de TV 0/315, soit un tonnage global de 150 tonnes. Le tonnage supplémentaire sera facturé et le tonnage en plus inférieur sera déduit.</p> <p><u>VALIDITE DE L'OFFRE:</u> Ce devis est établi suivant les bases bitume de Décembre 2025 remis par TOTAL et valable jusqu'au 31 Décembre 2025, Au delà de cette période, cette offre sera soumise à une révision de prix par application de l'indice TP 09 de l'INSEE</p> <p>Bon pour accord, le 03/01/2026 Le Président de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan Serge CAILLOT</p>  <p>Fait à DECIZE le: 3 décembre 2025</p> <p>Nos clients reconnaissent avoir accepté nos conditions de vente au verso Nos prix sont établis sur la base des impôts et taxes en vigueur. Toute modification ultérieure de ces impôts ou taxes sera répercutée sur les prix.</p> <p>Damien PETIT</p>				



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE SAS PASCAL C

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à tous nos travaux, et, hormis tous autres documents en provenance du client, toute commande implique leur acceptation sans réserve.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026

Reçu en préfecture le 27/01/2026

Publié le

S²LOW

ID : 058-200067882-20260108-2026_BU_010_BIS-DE

1) Devis.

Tout devis n'est valable que pour une durée de 60 jours à compter de son établissement. Les prix sont mentionnés hors taxes et sont établis d'après les conditions économiques à la date de notre devis. Les travaux dont la durée d'exécution serait supérieure à 90 jours se verront appliquer une révision de prix selon les formules en usage dans la profession.

2) Propriété intellectuelle.

Tous les documents, études, devis, plans, avant-projets, remis aux acheteurs demeurent notre propriété. Ils ne peuvent être utilisés, transmis ou révélés, même partiellement sans accord de notre part sous peine de dommages et intérêts.

3) Délai d'exécution.

Le délai est donné à titre indicatif, sauf indication particulière. Il ne commence à courir qu'au moment où toutes les conditions de démarrage de nos travaux ne dépendant pas de notre entreprise sont réunies. Dans le cas où un retard serait de notre fait, les pénalités appliquées ne pourront jamais être supérieures à 5 % du montant H.T. de notre marché, et cela, dans la limite du préjudice réel.

4) Conditions de règlement.

Sauf indication contraire, nos factures sont payables au plus tard 15 jours après l'envoi de la facture et sans escompte. Tout retard de paiement pourra entraîner l'arrêt de nos travaux sans qu'il soit besoin de mise en demeure. Le non-respect des échéances établies entraînera :

A) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

B) l'exigibilité de l'intégralité des sommes dues.

C) l'application des pénalités pour retard de paiement calculées au taux directeur de la BCE (taux refi) majoré de 8 % à compter de la date d'exigibilité du règlement de la facture.

D) une indemnité de 15 % à titre de clause pénale.

En outre, nous pourrions résilier le marché par l'envoi d'une simple lettre recommandée avec accusé de réception, sans intérêts et préjudices de tous dommages.

5) Travaux supplémentaires.

Tous travaux non prévus dans le devis initial devront faire l'objet d'une demande du client, ils feront l'objet de prix nouveaux acceptés par le client. En cas de d'augmentation ou de diminution de plus ou moins 25 % du volume des travaux par rapport aux quantités prévues au devis ou en cas de changement sur la nature des prestations, nous nous réservons le droit de modifier les prix unitaires de notre devis initial.

6) Exécution des travaux.

Les travaux demandés par le client peuvent nécessiter des demandes d'autorisation, soit en vertu des règlements d'urbanisme, soit par mesure de sécurité, soit conformément à un règlement de copropriété, il appartient alors au client de remplir ces formalités sous sa responsabilité. L'acheteur doit remettre à l'entreprise, préalablement au démarrage des travaux, le plan conforme de l'intégralité des réseaux souterrains (eau, électricité, téléphone, fibre optique, gaz, assainissement, etc.). L'entrepreneur ne pourra en aucun cas être tenu responsable des sinistres causés par des installations non ou mal signalées et cela quel que soit les propriétaires de l'installation. Pendant les travaux, si des obstacles non signalés et non visibles apparaissent, les travaux de contournement, d'évacuation ou d'extraction donneront lieu à des prix nouveaux.

7) Facturation.

Pour les travaux dont le délai d'exécution est supérieur à un mois, des situations cumulatives seront établies mensuellement. Ces factures seront établies en incluant le taux de TVA en vigueur au jour de la facturation.

8) Réception des travaux.

La réception des travaux est prononcée par le Maître d'Ouvrage (le client), dès la fin de nos travaux et en notre présence. Elle interviendra de plein droit, 15 jours après la réception du décompte général définitif ou à défaut 15 jours après la date de réception de la facture.

9) Garanties et réclamations.

Elles s'appliquent de plein droit dès lors que nos factures sont totalement soldées et uniquement dans ce cas. Ces garanties relèvent des garanties légales applicables, à l'exclusion des réparations résultant d'une usure normale, des détériorations issues de négligences, de défaut d'entretien ou de détérioration dues à un changement de destination des ouvrages.

10) Réserve de propriété.

Le transfert de propriété des ouvrages exécutés par nous ne sera effectif qu'après paiement complet du prix en principal et accessoire. Contrairement au transfert de la possession et des risques.

11) Garantie de paiement.

Conformément à l'article 1799-1 du Code civil, nous nous réservons le droit de ne pas commencer ou de suspendre les travaux après première mise en demeure infructueuse quant à l'obtention d'une caution prévue par la loi ou la justification de la mise en place d'un prêt bancaire spécifique.

12) Force Majeure, causes d'exonération.

Sont considérées comme cas de forces majeures, exonérations de toutes responsabilités, les événements tels que grève, intempéries, émeutes, ou tout événement indépendant de notre bonne volonté ayant pour effet d'empêcher ou de retarder le déroulement de nos prestations.

13) Cautionnement et retenue de garantie.

Aucune retenue de garantie ne sera mise en place sur les acomptes mensuels et le règlement définitif, de même qu'aucun cautionnement ne sera exigé de l'entreprise.

14) Règlement des litiges.

Tout litige relatif aux prestations ou travaux réalisés par nous sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Chalon-sur-Saône, à défaut d'accord amiable.